

Burundi-Remaniement : Nkurunziza remplace son chef de la diplomatie

@rib News, 20/04/2018 – Source AFP Le président burundais Pierre Nkurunziza a annoncé un remaniement ministériel qui a vu notamment le départ de son chef de la diplomatie et le maintien à leurs postes des ministres chargés de superviser le référendum constitutionnel du 17 mai, a annoncé jeudi soir la présidence.

Selon un décret lu à la presse par un porte-parole du président, quatre ministres quittent le gouvernement et cinq autres y font leur entrée, l'équipe passant de 20 à 21 ministres. La principale victime de ce remaniement est le chef de la diplomatie burundaise Alain-Aimé Nyamitwe (à droite), en poste depuis mai 2015 - juste après le début de la crise burundaise en avril 2015 - et frère du responsable de la communication présidentielle Willy Nyamitwe (à gauche). Il est remplacé par Ezéchiel Nibigira, ancien ambassadeur au Kenya et ancien patron des Imbonerakure, la controversée ligue des jeunes du parti CNDD-FDD au pouvoir, qualifiée de milice par l'ONU. La présidence n'a fourni aucune explication à l'éviction de celui qui était considéré comme un des porte-voix du régime, mais selon un diplomate s'exprimant sous couvert d'anonymat, "le pouvoir reproche au ministre Nyamitwe de ne pas avoir agi correctement, en laissant l'image du pays se ternir à l'international". Le diplomate estime toutefois que M. Nyamitwe "a fait pour le mieux si l'on tient compte de tout ce qu'on reproche à ce régime en terme de violations des droits de l'Homme et d'intransigeance". Les autres poids lourds du gouvernement restent eux en place, notamment le ministre de la Sécurité publique et de la gestion des catastrophes, le général Alain-Guillaume Bunyoni, vétéran numéro 2 du régime burundais, mais aussi celui de l'Intérieur Pascal Barandagiye, et la ministre de la Justice, Aimée-Laurentine Kanyana. "Le président a pris le soin de ne pas toucher aux trois ministres les plus importants en ce qui concerne l'organisation, l'administration et la sécurité du référendum prévu dans moins d'un mois", qui vise à modifier la Constitution pour permettre à M. Nkurunziza de potentiellement rester au pouvoir jusqu'en 2034, a analysé le diplomate. L'annonce en avril 2015 de la candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat avait plongé le Burundi dans une crise politique qui a fait depuis au moins 1.200 morts et plus de 400.000 réfugiés, et sur laquelle la Cour pénale internationale a ouvert une enquête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});